

services et de l'investissement dans le contexte d'une ZLEA. Il est à espérer que cette initiative aidera à faire avancer les négociations de la ZLEA vers la conclusion d'un accord détaillé de haute qualité encourageant l'intégration économique régionale.

Les exportations canadiennes de marchandises à destination des pays du Mercosur ont totalisé 1,1 milliard de dollars en 2004, une hausse de 14 % par rapport à l'année précédente. Le Canada exporte principalement de l'engrais, des produits du papier, de l'équipement, des produits pétroliers, de l'équipement et du matériel électrique, des minéraux, du matériel optique et médical, des véhicules moteurs, des produits chimiques, du plastique, des légumes, des produits pharmaceutiques et du blé. Les importations canadiennes de marchandises en provenance des pays du Mercosur se sont chiffrées à 2,8 milliards de dollars en 2004, une hausse de 10 % par rapport à l'année précédente.

L'investissement direct canadien se concentre dans les secteurs de l'aluminium, du pétrole et du gaz, des mines, de la production d'énergie, des engrais agricoles, du matériel de télécommunications et dans celui des services. Cet investissement a considérablement augmenté depuis quelques années.

Brésil

Aperçu

Le Canada a désigné le Brésil son plus important partenaire commercial en Amérique du Sud, comme un marché prioritaire. En 2004, la valeur des échanges bilatéraux s'est chiffrée à 3,3 milliards de dollars. La même année, la valeur des exportations canadiennes de marchandises à destination du Brésil a grimpé pour atteindre près de 953 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 7 % par rapport à l'année précédente. Les exportations principales incluaient des engrais, des produits du papier, de l'équipement mécanique, des combustibles minéraux, de l'équipement électrique et des céréales. En 2004, les importations canadiennes de marchandises en provenance du Brésil ont totalisé 2,3 milliards de dollars, ce qui représente une hausse de 18 % par rapport à 2003. Les importations principales incluaient des biens industriels tels du fer et de l'acier, des produits manufacturés (comme des automobiles et de l'équipement mécanique), des

produits agricoles (sucre brut, produits transformés à base de fruits et légumes), du bois, des chaussures et des pierres précieuses.

Exportation et développement Canada (EDC) compte maintenant deux bureaux au Brésil (à Sao Paulo et à Rio de Janeiro) pour répondre aux besoins à la hausse des exportateurs canadiens. Au Brésil, les principaux secteurs d'intérêt pour les exportateurs et les investisseurs canadiens sont ceux de l'énergie, des mines, du pétrole et du gaz, des technologies de l'information, des télécommunications, des services financiers, des pâtes et papiers, de la biotechnologie, de l'agriculture et des services environnementaux.

En 2003, l'investissement direct cumulatif réalisé par le Canada au Brésil a totalisé plus de 7,5 milliards de dollars.

Depuis l'entrée en fonction du gouvernement du président da Silva en janvier 2003, la politique commerciale du Brésil est beaucoup plus axée sur la progression de l'intégration du pays au reste de l'Amérique du Sud. La nouvelle administration a également pris des mesures énergiques dans le but d'améliorer les relations politiques et commerciales avec les économies dont l'industrialisation progresse rapidement, soit avec la Chine, l'Inde et l'Afrique du Sud, ainsi qu'avec des économies en développement de partout dans le monde.

Le Brésil a démontré de nouveau son engagement à entreprendre des réformes monétaires et fiscales stratégiques afin de s'assurer le soutien continu du Fonds monétaire international (FMI), et a en grande partie réussi à dissiper les doutes qu'entretiennent les investisseurs internationaux à l'égard de sa stabilité financière. L'excédent du budget primaire est substantiel (4,5 % du PIB); l'objectif fixé à un taux de 7,3% en matière d'inflation est maintenu; le taux de croissance de fin d'année 2004 anticipé à 4,5 % a été atteint et celui pour 2005 est prévu à 3,5 %. Un mécanisme de financement de transition (6,6 milliards de dollars américains) conclu avec le FMI a été annoncé en décembre 2003, à la grande satisfaction des marchés financiers. Le ratio de la dette publique par rapport au PIB avait chuté à 56 % à la mi-année 2004, et le Brésil, qui s'est imposé des contraintes dans le choix au plan de politiques à établir, s'attache à réduire cette proportion.

L'excédent commercial du Brésil a atteint un niveau record en 2003 (25 milliards de dollars américains), et la valeur des exportations a poursuivi sa croissance soutenue en 2004. La croissance des exportations de marchandises a été alimentée par la diversification des produits et par l'accent placé sur l'ouverture de nouveaux marchés. On